

**LE LUNDI DE PENTECOTE,
EN GREVE TOUTE LA JOURNEE, EN MANIF ET EN AG
PAS UN JOUR DE PLUS POUR LES PATRONS**

PARCE QU'ILS MENTENT !

Qui peut croire que nos gouvernants se soucient de la solidarité envers les plus âgés alors qu'ils ont organisé la casse du système public de retraites et la pénurie dans le service public de santé?

Qui peut croire que permettre aux patrons de faire des profits un jour de plus dans l'année sera bénéfique à ceux et celles que la société appelle « handicapés »? Le patronat, au mépris des lois existantes refuse massivement d'embaucher les travailleurs « handicapés » et il faudrait compter sur le prélèvement d'une minuscule partie de ses profits pour changer la donne. La vérité est qu'ils veulent imposer une journée de travail gratuit aux salariéEs qui ira dans la poche du patronat et des entreprises.

PARCE QUE C'EST UN ALLONGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL !

Gouvernement et patronat poursuivent leur objectif d'allongement du temps de travail : Depuis le début des années 80, le gouvernement n'a cessé d'octroyer aux entreprises des facilités pour augmenter l'amplitude des horaires et banaliser voire aggraver les dépassements de l'horaire légal. La loi Aubry sur les 35 heures négociée par branches et par entreprises devait faire baisser le chômage. En réalité, elle a permis d'organiser l'annualisation du temps de travail, la flexibilité des horaires et la chasse aux pauses. La révision de cette loi par Fillon satisfait aux pressions patronales pour faire exploser le temps de travail. Une directive européenne permettrait de fixer l'horaire maximal à 65 heures par semaine.

En nous faisant travailler un jour férié, gouvernement et patronat veulent remporter une victoire symbolique. Ils veulent tester le degré de résistance du monde du travail à la casse des droits que contient le code du travail.

Des syndicats ont longtemps hésité à se positionner ou sont sans réaction. Sous la pression du mécontentement populaire, ils ont fini par réagir. Dans les grandes entreprises, le refus s'étend, il faut maintenant soutenir les salariéEs des petites entreprises soumis à une forte pression pour leur permettre de dire non à cette journée donnée aux patrons.

JOUR FERIE POUR TOUS ET TOUTES !

Parce que nous ne voulons pas travailler ce jour-là, nous ne voulons pas faire travailler les autres : boycott des achats le lundi de pentecôte.

**ACTIFS ET RETRAITES,
« HANDICAPES » OU NON,
CHOMEURS OU SALARIES,
TITULAIRES OU PRECAIRES ;
LES TRAVAILLEURS DOIVENT
DIRE NON !**



NON A LA PRECARITE

Le chômage de masse a permis à l'Etat (sous prétexte « d'insertion ») et au patronat (au nom de la « flexibilité ») de multiplier les contrats précaires dans le privé et le public. Comment vivre et construire un avenir avec ces salaires de misère quand on est jeté comme des « moins que rien » au bout de quelques mois (ou quelques jours) avec pour tout espoir un nouveau contrat précaire ? Les contrats précaires représentent aujourd'hui la grande majorité des embauches.

Ils veulent faire travailler de plus en plus certains des actifs alors qu'un quart des actifs travaillent de moins en moins (chômage, précarité et temps partiel imposé).

NON A LA REPRESSION

Les syndicats Solidaires, comme d'autres syndicats, sont de plus en plus confrontés la répression envers les salariéEs : harcèlement, encouragement à la délation, mises à pied, avertissements, blâmes, mutations, licenciements, poursuites judiciaires... Ce sont les armes des patrons du privé comme du public pour mettre au pas les travailleur-ses et leur imposer une pression toujours plus forte. Dans le même temps, on remet en cause le droit de grève avec le « service minimum » à la SNCF, on n'hésite pas à envoyer les flics dans les écoles ou les usines pour casser les occupations et à traîner les militants devant les tribunaux. Les travailleur-ses sans-papiers, sans aucun droit, sont la cible d'un arsenal judiciaire et policier toujours renforcé et vivent sous la menace permanente de l'expulsion.

**IL EST TEMPS D'INVERSER CETTE TENDANCE :
MANIFESTONS NOTRE SOLIDARITE ENTRE TRAVAILLEURS !**

**NON A L'AUGMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL
GREVE ET MANIFESTATION INTERPROFESSIONNELLE
A 9H30 PLACE DE LA REPUBLIQUE
ASSEMBLEE GENERALE A L' ISSUE DE LA MANIF AU HANGAR 14
SUR LES QUAIS**

Téléphone : 05 56 44 68 66

8 rue de la Course

33000 - Bordeaux

Télécopie : 05 56 44 68 72

solidaires33@wanadoo.fr

<http://www.solidaires.org>